

substantielle, vous en conviendrez avec moi. Et puis nous en sommes, si j'ose dire, tous là, nous Européens avons créé un marché européen, il n'y a pas la Russie, qui est le plus peuplé des marchés européens. Peut être y sera-t-elle un jour ! Nous verrons bien.

### Démocratisation en Afrique

*Q - Monsieur le Premier ministre, votre visite s'est faite si on s'en tient au programme, dans l'ignorance d'un secteur de l'opinion nationale à savoir les partis de l'opposition. Je ne sais pas si cela est lié aux contraintes d'une visite d'Etat mais je voudrais sans vous enfermer dans un débat ivoiro-ivoirien vous amener tant soit peu à vous prononcer sur la marche de la démocratie en Côte-d'Ivoire. Est-ce qu'elle se porte bien, est-ce que les préoccupations exprimées par ce secteur de l'opinion sont prises en compte par les préoccupations de la France aujourd'hui, est-ce que cela est conforme aux normes qui conditionnent l'aide française à la Côte-d'Ivoire ?*

*R - Monsieur, je me suis prononcé là-dessus dans le discours que j'ai prononcé hier devant l'Assemblée nationale du Sénégal. La France considère que la liberté économique et la liberté politique vont de pair et elle souhaite que les règles de la démocratie s'étendent sur l'ensemble du continent africain. Cela étant, chacun a ses traditions et chacun a son rythme et je n'ai pas voulu intervenir de façon précise pour émettre des jugements qui auraient risqué d'ailleurs de reposer sur une connaissance insuffisante de la réalité. Il y a beaucoup de définitions de la démocratie, il y a quand même quelques critères simples : la liberté des élections, la liberté d'associations, la liberté de la presse ; à lire certains des commentaires qui ont été faits sur mon voyage, j'ai eu le sentiment que la liberté de la presse était bien assurée. La liberté d'associations me paraît également un fait accompli dans nombre de pays africains. Quant à la liberté des élections, je sais que c'est une préoccupation du gouvernement ivoirien de faire en sorte que les prochaines élections se déroulent dans des conditions incontestables et j'ai dit au Président Konan Bédié que nous étions tout prêts à y apporter notre concours, c'est tout ce que je peux vous dire y compris sur le plan financier.*

### Lutte contre le SIDA

*Q - Inaudible.*

*R - J'ai tenu en effet à me rendre dans ce centre de soins des malades du Sida qui s'est créé à Abidjan, qui s'est créé, je le rappelle, avec l'aide de la France et d'ailleurs j'en ai reçu des témoignages de reconnaissance tout à fait émouvants. Je sais que c'est un problème qui est un problème extrêmement sérieux pour la Côte-d'Ivoire, et notamment pour la population d'Abidjan. Nous avons développé notre aide, nous la renforcerons si besoin est, j'ai d'ailleurs été extraordinairement frappé par la qualité du personnel médical et du personnel soignant que j'ai rencontré, à la fois son esprit de mesure, sa dignité, son sens de la responsabilité et si j'osais, j'utiliserais un terme qui ne l'est plus guère, je dirais sa charité. Nous avons nous aussi en France des problèmes de cet ordre moins graves, mais*

que nous nous efforçons de résoudre et en France aussi je me suis rendu à deux reprises sans que d'ailleurs on le sache dans des centres de soins. Nous sommes prêts à faire tout ce qui sera possible pour aider la Côte-d'Ivoire en cette circonstance et nous sommes prêts à renforcer notre aide, je l'ai dit à Monsieur le ministre de la Santé qui m'accompagnait ce matin.

### France - Afrique

*Q - Je voudrais soulever le problème du cacao, quelle disposition la France compte prendre pour protéger les pays africains producteurs de cacao face aux désirs des membres de la Communauté européenne d'utiliser 5 % de matières grasses végétales dans la fabrication du chocolat, parce que cela représente quand même 150 à 200 000 tonnes de demande réduite pour les pays producteurs. Alors que compte faire la France ?*

*R - Vous savez Madame notre action constante au sein de l'Union européenne, c'est d'être les avocats de l'Afrique, vous n'en avez pas de meilleur je me permets de vous dire que n'en avez d'ailleurs pas d'autre. Il faut être tout à fait clair, c'est ça la vérité, tout de même, et cela se manifeste sur tous les dossiers, dans tous les problèmes, qu'il s'agisse de l'aide financière, qu'il s'agisse de la catastrophe humanitaire du Rwanda, qu'il s'agisse du problème de la banane de celui du cacao que vous évoquez, de l'aide à la suite de la dévaluation du franc CFA, qui parle de l'Afrique à Bruxelles. Sinon la France ? Vous pouvez être sûrs que si la question se pose, nous ferons pour ce problème comme pour tous les autres, nous ferons en sorte que les intérêts légitimes de l'Afrique soient pris en compte. Nous n'avons jamais considéré que l'aide au développement devait se limiter aux pays dans lesquels le retour financier de l'investissement opéré était le plus rapide et le plus fructueux, d'autres pays font ces calculs-là et cela les conduit à des opérations sans doute parfois moins désintéressées que les nôtres. Nous, nous considérons que nous sommes liés à l'Afrique par une sorte de pacte moral historique qui ne cesse de se renforcer et nous considérons que c'est un devoir pour nous que d'assumer notre responsabilité envers les pays africains. La responsabilité que nous nous imposons à nous-mêmes, que personne ne nous impose de l'extérieur, c'est la conception que nous nous faisons des choses qui nous l'imposent, alors tout ce que je peux vous dire c'est que nous ferons pour ce problème ce que nous avons fait pour beaucoup d'autres. Mesdames et Messieurs je vous remercie.*

LIBREVILLE, 29 JUILLET 1994

### Visite au Gabon - Discours du Premier ministre, M. Edouard Balladur à l'occasion de l'inauguration du Centre culturel franco-gabonais

Messieurs les Présidents,  
Messieurs les Ministres,  
Mesdames, Messieurs,

## Relations culturelles franco-africaines - francophonie

C'est un grand plaisir pour moi de participer en votre compagnie, Messieurs les Présidents des pays membres de l'UDEAC, à l'inauguration du Centre culturel français de Libreville.

L'ouverture de ce nouveau centre témoigne du dynamisme des échanges culturels entre la France et l'Afrique, et de notre engagement commun à rendre ces échanges toujours plus vivants et plus actifs.

"La culture, a écrit Léopold Sedar Senghor, est l'esprit de la civilisation". Au moment où les frontières de la pensée et de la communication s'effacent et où les impératifs du développement et de la croissance mobilisent les énergies, il nous faut veiller à ce que ce message ne soit pas oublié. Car une nation ne peut aborder l'avenir avec confiance si elle ne s'attache pas à préserver et à promouvoir la richesse de sa culture, qui est le fondement de son identité.

Elle ne peut réussir son développement que dans le plein respect de sa spécificité culturelle, enrichie par l'ouverture sur le monde moderne ; comment mobiliser un peuple pour le progrès économique et social sans prendre en compte son attachement légitime à son histoire, et son souci de rester lui-même ? Comment assurer pleinement son rôle sur la scène internationale sans le relais indispensable de la culture ?

Vous connaissez l'action que mon gouvernement a menée pour que cette spécificité de la culture soit prise en compte dans l'organisation des échanges internationaux. La France a mené avec succès ce combat, grâce notamment à l'appui de l'Afrique francophone, pour que chaque peuple ait la possibilité de développer et d'enrichir son identité culturelle, malgré le déséquilibre des moyens et des influences dans le monde.

La France, vous le savez, est particulièrement attachée à cette nécessité, sans doute parce que sa culture est un élément essentiel de sa cohésion nationale et de son rayonnement à l'étranger.

Son action a été particulièrement comprise et appuyée en Afrique ; pouvait-il en être autrement, alors que la langue et la culture sont au cœur de la relation qui unit la France et le continent africain ? Il est en effet peu d'exemple dans l'histoire où deux cultures, celle de la France et celle de l'Afrique, pourtant si différentes, se soient tellement enrichies mutuellement.

Tout paraît séparer la tradition culturelle française et celle de votre continent ; quoi de commun entre l'approche cartésienne, fondée sur le primat de la raison, qui a modelé la pensée française, et la vision africaine du monde, où la sensibilité et le symbole occupent une place si essentielle ? Que de différences entre les modes d'expression de nos cultures !

A l'inverse, la culture africaine a trouvé dans le français un relais lui permettant de faire mieux partager toute sa richesse et sa créativité au reste du monde. Elle s'est ouverte, bien souvent avec le français, à de nouveaux modes d'expression, comme le roman ou le cinéma.

Sans rien perdre de leur caractère, sans se dénaturer, la culture française et celle de l'Afrique ont décou-

vert, en se rencontrant, qu'elles étaient complémentaires ; nul doute que la relation franco-africaine ne pourrait avoir la profondeur et la chaleur qui la caractérisent sans la richesse de notre dialogue culturel. C'est pourquoi le gouvernement français est déterminé à poursuivre son action en faveur de nos échanges dans ce domaine.

Telle est la vocation des centres culturels français, chargés de promouvoir non seulement la création artistique et scientifique en langue française, mais également de donner aux artistes locaux, dans leurs langues, une véritable audience internationale. Ces centres sont le lieu privilégié du dialogue inter-culturel que la France est fière d'avoir mis en place. Ils sont des relais vivants pour la francophonie qui est notre richesse commune. Vous savez combien je suis attaché à ce que cette communauté de culture se renforce et témoigne dans de nombreux domaines d'une solidarité active entre les pays qui la composent.

Je me félicite de ce que désormais, à Libreville, nos liens si étroits dans le domaine culturel avec le Gabon puissent s'épanouir avec l'appui du Centre Saint-Exupéry.

La France veillera à poursuivre son effort en faveur de la promotion et de la diffusion de la culture africaine. En plein accord avec vous, elle s'emploie à élargir son audience, que ce soit dans les pays occidentaux, ou ici, en Afrique même, en favorisant la découverte et la connaissance de vos créations dans les plus grands festivals de théâtre, de cinéma ou de musique. De Cannes à Ouagadougou, d'Avignon à Cotonou, la France est le partenaire de la culture de l'Afrique.

Notre action dans ce domaine connaît des résultats encourageants : la création artistique africaine, qu'elle soit musicale, littéraire ou cinématographique, est aujourd'hui reconnue au-delà des limites de l'Afrique, et son audience ne cesse de s'accroître.

Cette ouverture de la culture africaine sur le monde est un motif de grande satisfaction pour mon pays ; elle témoigne de ce que, au-delà des difficultés économiques et des conflits qui l'affectent, l'Afrique a un autre visage : celui de l'imagination, celui de la création et de l'humanisme.

Au-delà de cette relation si profonde qui unit nos cultures, la France et vos pays partagent, au sein de l'ensemble francophone, un horizon culturel qui s'étend sur tous les continents, de l'Amérique à l'Océanie.

Plus de 50 pays, avec leur diversité et leur génie proche, concourent à faire de la francophonie un lieu privilégié d'échanges culturels. Faisons en sorte que la communauté de langue qui nous unit soit l'instrument de nos cultures et de leurs rencontres. Il vous revient, à vous pays membres de la francophonie, de mettre en œuvre des projets concrets pour atteindre ces objectifs.

Je suis personnellement très attaché à ce que les pays francophones agissent par priorité dans le domaine si important aujourd'hui de la radio et de la télévision. Les techniques modernes leur donnent les moyens d'être présents sur les ondes et les écrans. A nous de favoriser les organisations qui, comme TV5, assurent le rayonnement de la francophonie. A nous de

fournir aux créateurs de programmes originaux, la capacité de s'exprimer.

Je me félicite que le dernier sommet des pays francophones à l'île Maurice, ait permis de progresser dans cette direction.

Messieurs les Présidents,

### **Dévaluation du franc CFA - coopération franco-africaine**

Je n'ignore pas les difficultés auxquelles sont confrontées les activités culturelles en Afrique, du fait de la faiblesse des ressources et l'importance des besoins dans les autres secteurs. La France s'emploie, vous le savez, à atténuer ces difficultés.

Mais, le rétablissement des économies africaines et le retour à la croissance sont indispensables pour que la culture en Afrique puisse s'épanouir pleinement ; les pays de la zone franc ont pris des décisions courageuses en ce sens, avec l'appui de la France. J'ai la conviction que ces mesures créeront les conditions pour un renouveau économique, et permettront à l'Afrique francophone de retrouver le chemin du développement tant économique que social et culturel.

La France a témoigné de sa confiance en l'Afrique en apportant tout son concours aux efforts que vous avez entrepris pour atteindre cet objectif. Elle sera à vos côtés pour que la culture africaine, si riche et si diverse, continue de rayonner en Afrique et dans le reste du monde.

PARIS, 29 JUILLET 1994

### **Bosnie - Rwanda - Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France 2 - (extraits) -**

#### **Ex-Yougoslavie - Bosnie - plan de paix de Genève - attitude des Serbes - dégradation de la situation**

*Q - A propos de la réunion à Genève des cinq grandes puissances sur les sanctions à prendre contre les Serbes, Alain Juppé, on pensait tous il y a quelques mois, quelques semaines, grâce à la fermeté de la communauté internationale que ces images-là, c'est-à-dire ces événements, ces fusillades, c'était fini. On a le sentiment que cela recommence malgré votre fermeté.*

R - La situation se dégrade de nouveau, et il est vrai que la réunion de demain à Genève sera une fois encore, un moment crucial. Je voudrais quand même rappeler les acquis des six derniers mois. Depuis six mois, depuis l'ultimatum de Sarajevo on était passé de l'état de guerre à l'état de paix armée très fragile, mais enfin qui avait permis à la ville de Sarajevo de commencer à revivre. Nous avons également commencé la reconstruction, reconstruction de Sarajevo, reconstruction de la ville de Mostar, où nous avons mis en place il y a quelques jours une administration européenne, et puis, c'était un acquis également très important, nous étions arrivés sur la base d'une idée française de groupe de

contact à mettre d'accord les Américains, les Russes et les Européens, ce qui n'était pas le cas hélas, dans le passé. Et c'est tout cela qui est aujourd'hui menacé par l'attitude inacceptable des Serbes.

*Q - Qu'est-ce qu'ils veulent, la guerre totale ?*

R - Nous avons fait tous les efforts pour leur expliquer que leur intérêt était d'accepter le plan du 5 juillet. Les Croato-musulmans l'ont accepté, ils l'ont accepté sans condition. Je suis allé, il y a quelques jours avec mon collègue britannique, M. Hurd, à Pale puis ensuite à Belgrade expliquer aux Serbes qu'il fallait qu'ils acceptent. Ce plan ne règle pas tout. Il y aura encore des discussions à l'avenir mais il faut dire "oui" pour que la carte puisse être appliquée et je me suis heurté, en tout cas à Pale, à une espèce d'entêtement dont on voit aujourd'hui hélas les résultats...

#### **Sanctions contre les Serbes - zones d'exclusion - frappes aériennes - embargo sur les armes**

*Q - Et qui a un sens ? Parce que vous allez vous réunir, demain à Genève et juste avant cette réunion on voit, on vient de voir... donc si cette provocation continue qu'est-ce que vous décidez ? Vous avez parlé de sanctions de nouveau ?*

R - Demain, je crois qu'il y a deux objectifs à avoir en tête, et c'est ce que la France essaiera de faire pour sa part, d'abord garder la cohésion du groupe de contact.

*Q - Qui est menacée... On va être clair, il y a des divergences ?*

R - Ecoutez, elle a fonctionné jusqu'à présent, j'ai eu au téléphone des collègues pendant la journée d'hier, l'Américain, le Russe, le Britannique, je pense qu'on peut garder cette cohésion, sinon s'il y a éclatement du groupe de contact, alors le pronostic sera très défavorable. Et puis il faut faire preuve de fermeté. Lorsque le 5 juillet, nous avons proposé ce plan de paix, nous avons prévenu que s'il était refusé par l'une des parties nous mettrions en œuvre des sanctions, eh bien ! il faut le faire, eh bien ! je vais vous le dire, nous avons un plan tout à fait précis et l'objet de la réunion de demain c'est de le mettre en œuvre. Première étape, il faut faire en sorte que les sanctions contre la Serbie soient mieux respectées qu'elles ne le sont aujourd'hui ; c'est un secret de Polichinelle, on sait qu'il y a des centaines de camions ou de wagons de chemins de fer qui traversent les frontières. Eh bien ! la première chose à faire, c'est de rendre ces frontières étanches et nous proposerons demain de réunir les pays de la région pour vérifier qu'ils sont d'accord pour faire cela, c'est la première étape. La deuxième étape, c'est de faire respecter les zones dites d'exclusion, de façon qu'on ne voit plus ce qu'on vient de voir, c'est-à-dire les tirs de snipers ou les attaques contre la FORPRONU, là la base juridique existe, l'OTAN est prêt à intervenir, ce que nous souhaitons simplement et j'insiste beaucoup sur ce point, parce qu'il tient à cœur à la France, c'est qu'avant de déclencher ces mesures de représailles, dont on va retenir le principe demain, on programme de manière très précise au sens militaire du terme, les mesures de protection voire de retrait de la FORPRONU, on ne peut pas exposer nos soldats naturellement.